

Changement de cap exigé par le personnel de santé

Mercredi, 16. décembre 2020

De: Communiqué de la commission santé SSP



photo Eric Roset

Epuisés, mais déterminés, les personnels de santé exigent de réelles améliorations de leurs conditions de travail, des revalorisations salariales et des mesures drastiques pour protéger leur santé. Des revendications auxquelles il faut répondre urgemment

Mars 2020 : l'épidémie enclenchée par le coronavirus déclenche une vague de sympathie pour les travailleurs et travailleuses exerçant des métiers essentiels à notre survie, en particulier pour les personnels de la santé.

Dernière semaine d'octobre 2020 : notre syndicat et toutes les organisations du secteur santé dénoncent partout en Suisse que les applaudissements ne sont pas suffisants pour remédier aux défaillances du système de santé. La prochaine vague de malades gonfle et les autorités n'ont toujours pas pris au sérieux les problèmes structurels : absence de reconnaissance pour la pénibilité des professions de la santé, dotations insuffisantes pour des prises en charge sécurisées, formation au rabais, bas salaires, protections insuffisantes. L'absence de coordination entre cantons éclate aux yeux de la population : alors que le secteur santé des cantons romands se prend la 2e vague en pleine figure (services saturés, surmortalité dans les EMS, épuisement des équipes, etc.) les hôpitaux des cantons encore épargnés refusent d'accueillir des patients Covid. La mise en concurrence des hôpitaux conduit inévitablement à de telles aberrations. Pour faire face à la surcharge, quelques employeurs du secteur vont même jusqu'à faire travailler des personnels en quarantaine, voire des employés testés positifs au COVID, mettant ainsi en danger patients, résidents et collègues.

Novembre 2020 : rien n'a réellement changé dans le paysage sanitaire, malgré nos mises en garde. Le parlement refuse toujours de financer suffisamment le secteur hospitalier pour faire face à la crise sanitaire. Le personnel est épuisé, malade et découragé. Les directions hospitalières sont préoccupées, surtout, par les déficits et les spécialistes des audits préconisent encore et toujours, en pleine pandémie, la fermeture de sites de soins aigus...

Décembre 2020 : la seule solution envisageable à court terme est le décret d'un nouveau lock-down. Cette décision pourrait être dramatique pour de nombreuses et nombreux salariés, qui

risquent de perdre une partie de leur revenu, voire leur emploi, si des mesures de compensation ne sont pas décidées en même temps par le Conseil fédéral. A ce stade, on voit mal quelle autre solution permettrait de contenir l'épidémie : comment empêcher des décès et traiter toutes les urgences – y compris celles qui ne découlent pas du COVID ? Mais tout cela n'empêchera pas une nouvelle surcharge des personnels de santé qui continuent sans répit leur travail, souvent au détriment de leur propre santé, cumulant des heures supplémentaires pour tenter de rester à flot.

Epuisés, mais déterminés, les personnels de santé exigent de réelles améliorations de leurs conditions de travail, des revalorisations salariales et des mesures drastiques pour protéger leur santé. Des revendications auxquelles il faut répondre urgemment. C'est possible si les autorités décrètent :

- **un financement extraordinaire du secteur santé pour faire face à la pandémie ;**
- **la fin du financement hospitalier selon le principe des forfaits par cas.**

Cette crise sanitaire prouve qu'il faut changer de cap et en finir avec la logique du profit et des privatisations dans le secteur de la santé.